



THE MACDONALD-LAURIER INSTITUTE



COMMENTARY/COMMENTAIRE

Pre-Emptying, Containing, And Reversing Prison Radicalization In Canada

By Dr. Alex Wilner

Merci beaucoup de m'avoir invité à participer à cette séance du comité.

J'aimerais donner aux Canadiens un aperçu de la menace de radicalisation des détenus et proposer divers éléments d'une vaste stratégie pour combattre cette menace. Mes observations sont tirées d'un rapport que j'ai publié en octobre à l'Institut Macdonald-Laurier, un groupe de réflexion sur les politiques établies à Ottawa. J'y travaille comme chercheur boursier.

Le rapport, qui s'inspire de documents non secrets, présente une analyse comparative des tendances européennes et américaines dans la radicalisation de détenus. Il vise à la fois à mettre en lumière les défis auxquels les Canadiens pourraient être confrontés et à exposer en détail quelques solutions stratégiques.

Aujourd'hui, j'aimerais faire ressortir deux points principaux. Premièrement, la lutte antiterroriste ne prend pas fin au moment où les terroristes sont envoyés en prison. Ce qui se passe derrière les barreaux devrait aussi préoccuper les Canadiens. L'incarcération d'individus qui orchestrent ou facilitent des activités terroristes, loin d'être la dernière étape d'une opération antiterroriste réussie, représente en fait le début d'une deuxième série de menaces. De nos jours, on s'inquiète tout particulièrement de la radicalisation islamiste des détenus, c'est-à-dire la tendance pour des membres de la population carcérale ordinaire à adopter une idéologie militante qui légitimise la violence politique. Dans le pire des cas, en emprisonnant un terroriste, on en produit involontairement deux autres.

Deuxièmement, le Canada est remarquablement bien placé pour tirer parti des expériences de ces alliés. Il commence à peine à emprisonner ses propres extrémistes alors que d'autres pays le font depuis des années. Le Canada peut tirer des réussites et des échecs de ses alliés dans la lutte contre la radicalisation des détenus les enseignements néces-

saies pour prévenir, en circonscrire et en supprimer la menace.

Terrorists are not Ordinary Offenders

Contrairement à la plupart des criminels, les terroristes qui entrent en prison sont pétris de convictions politiques et idéologiques solides (quoique pas toujours raisonnées). En traitant les terroristes comme des criminels « normaux », on sous-estime l'importance de leur motivation idéologique, qui influence leur perception d'eux-mêmes, leurs buts et leur comportement en milieu carcéral. La criminalisation sert, à juste titre, à nier la légitimité du terrorisme, mais il ne faut pas négliger les motivations politiques, idéologiques et, dans certains cas, religieuses qui façonnent le comportement du délinquant terroriste.

Le problème, c'est que certains terroristes se voient non pas comme de simples criminels, mais plutôt comme des combattants d'une guerre planétaire et cosmique. Au lieu de purger tranquillement leurs peines comme d'autres criminels, ils considèrent leur emprisonnement comme une occasion de raffiner leur idéologie et leur stratégie, d'influencer les autres et de rallier des appuis à leur cause. Certes, l'emprisonnement restreint leur participation à des activités terroristes et dissuade certains de s'adonner à la violence, mais pour d'autres, le milieu carcéral offre de nouveaux moyens de transmettre leur message et leurs méthodes.

La radicalisation des détenus résulte de cette ambition. Il est difficile d'avancer des chiffres exacts, mais les faits montrent que des terroristes occidentaux en vue ont été radicalisés et recrutés pendant un séjour en prison. Richard Reid, le Britannique qui avait un explosif dans sa chaussure, s'est converti à l'islam derrière les barreaux et s'est radicalisé après sa mise en liberté. Les Britanniques Muktar Ibrahim, le cerveau derrière l'attentat à la bombe raté de juillet 2005 à Londres, et Mohammed al-Figari, emprisonné à nouveau pour des infractions liées au terrorisme en 2008, sont tous deux devenus des extrémistes islamiques en prison. Le Marocain Jamal Ahmidan et l'Espagnol Emilio Trashorras ont également connu une radicalisation de leurs idées en prison et ont fini par orchestrer les attaques de 2004 à Madrid. Un certain nombre de groupes terroristes, dont Ansar Al-Fath en France, Martyrs pour le Maroc en Espagne et Jam'iyyat ul-Islam Is-Saheeh aux États-Unis, ont vu le jour en milieu carcéral.

Ici au Canada, nous avons le cas d'Ali Dirie, qui a avoué appartenir au groupe des « 18 de Toronto ». Il a d'abord été emprisonné en 2005 pour avoir introduit illégalement des armes à feu au Canada. Pendant qu'il purgeait sa peine, il est demeuré un membre fervent de ce groupe. Les avocats de la Couronne ont révélé qu'il appuyait les 18 de Toronto par « des encouragements, des conseils et des instructions » et qu'il a « ac-

tivement recruté d'autres détenus pour qu'ils adoptent des convictions extrémistes du djihad... et deviennent membres du groupe terroriste ». En militant pour l'extrémisme, Dirie présentait une aussi grande menace en prison qu'à l'extérieur.

International and Canadian Trends

Depuis 2008, il y a plus de Canadiens inculpés pour des infractions liées au terrorisme qu'au cours des décennies précédentes. Quatorze Canadiens ont été déclarés coupables d'actes semblables; une seule de ces inculpations n'était pas liée au terrorisme islamiste. La liste comprend Momin Khawaja, condamné à plus de 10 ans d'emprisonnement pour avoir facilité le terrorisme au Royaume-Uni, Said Namouh, condamné à la prison à perpétuité en février dernier, et 11 membres des 18 de Toronto, dont 7 ont admis leur culpabilité. Trois autres procès de présumés terroristes sont en cours par suite des arrestations effectuées en août dernier en Ontario. Tous ces individus sont citoyens canadiens et peu d'entre eux ont été formés par des organisations étrangères ou ont été en contact avec elles.

Par rapport aux statistiques européennes et américaines, ces chiffres propres au Canada sont heureusement faibles. La menace de terrorisme de la part des extrémistes de la mouvance d'Al-Qaïda est beaucoup plus grande à l'étranger qu'ici. Aux États-Unis seulement, par exemple, on compte plus de 45 cas de radicalisation et de recrutement interne depuis les événements du 11 septembre. Les taux d'incarcération tendent à varier, mais tout semble indiquer que le Royaume-Uni, la France, l'Espagne et les États-Unis ont chacun entre 125 et plusieurs centaines de terroristes islamiques dans leurs établissements correctionnels respectifs.

Les Canadiens devraient être rassurés de voir que la menace terroriste est moindre dans leur pays. Cela veut dire non seulement qu'ils sont davantage en sécurité, mais aussi qu'ils peuvent tirer des leçons de l'expérience acquise par leurs alliés en vue de prévenir la radicalisation des détenus.

Radicalization in Prison

Malheureusement, il n'est pas facile de saisir comment et pourquoi certaines personnes deviennent extrémistes. Le processus de radicalisation est foncièrement individuel. Chacun se radicalise pour des raisons qui lui sont propres et à sa façon. Il peut être utile de définir la radicalisation comme une expérience personnelle qui amène un individu à faire sien des idéaux extrêmes, mais il est compliqué de démontrer les rouages du processus.

Nous savons que les individus qui participent à des activités terroristes le font parce qu'ils croient que tuer pour une cause est faisable et juste. Nous savons que la radicalisation est un processus psychologique et social, tout comme nous savons qu'elle suppose une transition mentale, affective et cognitive.

Par contre, nous ne savons pas ce qui alimente ce processus. Il s'agit en général d'une combinaison de facteurs comme l'aliénation, la solidarité religieuse, la colère profonde à l'égard de la politique étrangère et la rancœur imputable aux sentiments de déshonneur, d'humiliation, de persécution et de xénophobie. Ces signes précurseurs de la radicalisation nous aident à dépister le processus chez les détenus.

D'abord, les détenus ressentent souvent de l'isolement et de l'insécurité, ce qui les amène à chercher la protection d'un groupe. Dans certains cas, les gangs des milieux carcéraux non seulement satisfont un besoin de sécurité chez l'individu, mais aussi consolident son identité à l'intérieur des murs de l'établissement. Au Royaume-Uni, par exemple, les gangs islamistes offrent une protection tout en faisant la promotion d'une idéologie exclusive qui glorifie la violence et l'intolérance. De même, des détenus extrémistes résolus à faire avancer la cause du djihad peuvent délibérément prendre le contrôle d'un gang pour plus facilement radicaliser et recruter d'autres détenus.

Ensuite, la religion joue aussi un rôle dans la radicalisation des détenus. Je tiens à souligner que le renforcement du sentiment religieux et la conversion peuvent avoir des effets positifs. L'islam, comme les autres religions, peut avoir un effet calmant sur la conduite d'un détenu en donnant un sens à sa vie, ce qui peut faire adopter des habitudes de vie qui le détournent d'un comportement destructeur et antisocial. Il y a toutefois un risque que les détenus nouvellement convertis ou ramenés dans le giron de leur religion d'enfance soient particulièrement sensibles aux interprétations rigides de leur confession.

Enfin, la colère contre le régime carcéral risque de favoriser la radicalisation. Les islamistes peuvent amplifier les doléances des détenus, légitimes ou non, surtout celles qui concernent les pratiques et les obligations religieuses, afin de radicaliser d'autres détenus.

Addressing Prison Radicalization

Dans mon rapport, je présente une longue liste de recommandations sur les moyens de combattre la radicalisation des détenus. J'invite les membres du comité qui aimeraient avoir plus de détails à en prendre connaissance. Je vais terminer ma présentation aujourd'hui en soulignant quatre grandes recommandations.

Premièrement, nous devons apprendre à mieux connaître la façon dont se fait la radicalisation, plus particulièrement au Canada. En quoi la radicalisation au Canada est-elle différente de celles qui se manifestent au Royaume-Uni, en France ou aux États-Unis? Quelles sont les caractéristiques du processus et les facteurs internes qui favorisent le processus? Pour disséquer la radicalisation au Canada, il faudrait établir un groupe de travail chargé d'étudier le phénomène. Nous pourrions aussi envisager la création d'une unité anti-extrémisme où seraient représentés plusieurs organismes et où l'on assurerait une surveillance des tendances au pays et l'on pourrait orienter rapidement l'élaboration de politiques d'intervention. À l'instar d'autres pays, le Canada pourrait produire un guide décrivant les indicateurs de la radicalisation des détenus afin d'aider le personnel carcéral à repérer les signes préoccupants.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une stratégie équilibrée qui refuse aux terroristes incarcérés un contact avec d'autres détenus sans pour autant retarder leur réadaptation. Il ne suffira sans doute pas d'isoler les extrémistes les uns des autres, mais de les séparer du reste de la population carcérale. L'isolement peut être utile pour protéger d'autres détenus contre des idéologies radicales, mais, à long terme, il n'aide pas le principal intéressé à se réadapter. Comme la plupart des détenus terroristes finissent par réintégrer la société, il faut se garder d'opter pour des gains en matière de sécurité à court terme en échange d'un recul à long terme. Cela dit, il faudrait isoler les détenus qui sont résolus à promouvoir l'extrémisme et les déplacer souvent dans le réseau carcéral pour qu'ils ne puissent pas maintenir de liens sociaux avec d'éventuelles recrues.

En revanche, les détenus terroristes qui se repentent sincèrement devraient être mis à contribution pour faire échec aux idéologies radicales. Les extrémistes qui tournent le dos à leurs anciens compagnons peuvent avoir une bonne influence sur les autres détenus. Dans ce cas, la meilleure stratégie consisterait à les grouper avec d'autres détenus pour prémunir le réseau carcéral contre l'extrémisme.

Troisièmement, la réadaptation des terroristes peut nécessiter des programmes spéciaux pour aider les détenus à rejeter les idéologies fondées sur la violence et à réintégrer la société. Les Canadiens devraient faire le bilan des programmes de réadaptation adoptés à l'étranger et déterminer les pratiques exemplaires de chacun d'entre eux qui pourraient être intégrées dans un programme national.

Comme le Canada n'a qu'une poignée de détenus terroristes, il pourrait se contenter d'un programme restreint et individualisé. Nous devons désigner et former des intervenants et définir des moyens d'évaluer les

progrès des détenus. Nous devons aussi réfléchir aux mesures de réadaptation après la mise en liberté et faciliter la réinsertion sociale des ex-détenus. Le taux de récidive dépend en partie du milieu social de l'ex-détenu ainsi que de la mesure dans laquelle il a réintégré de façon réussie la société.

Enfin, nous devons reconnaître que les imams en milieu carcéral jouent un rôle important dans le rejet de l'extrémisme. Les détenus musulmans, comme tous les Canadiens, ont le droit d'être en contact avec des chefs religieux. La présence d'imams qualifiés en nombre suffisant pour répondre aux besoins des détenus permettra de marginaliser les voix radicales. En même temps, il nous faudra exclure des établissements carcéraux les chefs religieux radicaux et les écrits extrémistes.

L'islam est une religion pluridimensionnelle qui donne lieu à de nombreuses interprétations. Certains musulmans prônent la violence. Par exemple, selon des renseignements non confirmés, Hiva Alizadeh, l'un des hommes arrêtés à Ottawa en août dernier, avait passé deux ans à faire du bénévolat comme guide spirituel dans différents établissements correctionnels de Winnipeg. Il aurait « servi de guide auprès de nombreux musulmans et autochtones incarcérés ». Aujourd'hui, trois chefs d'inculpation liés au terrorisme pèsent contre lui, y compris la possession d'explosifs en vue de tuer et de blesser quelqu'un. Bien que ce ne soit pas une tâche facile, le Canada doit mettre sur pied un système servant à certifier que les aumôniers, les sous-traitants à temps partiel et les bénévoles des prisons n'ont pas de tendances extrémistes.

Ces solutions sont plus faciles à décrire qu'à appliquer, mais la menace du terrorisme issu de la société canadienne qui commence à poindre pourrait avoir une nouvelle source si nous ne prenons pas au sérieux le problème de la radicalisation des détenus et si nous n'agissons pas pour y faire obstacle avant qu'il ne prenne racine.

Je vous remercie chaleureusement.





THE MACDONALD-LAURIER INSTITUTE



“True North in Canadian Public Policy”

The Macdonald-Laurier Institute for Public Policy exists to make poor quality public policy unacceptable in Ottawa. We will achieve this goal by proposing thoughtful alternatives to Canadians and their political and opinion leaders through non-partisan and independent research and commentary.

The Macdonald-Laurier Institute is an independent, non-partisan registered charity for educational purposes in Canada and the United States. We are grateful for support from a variety of foundations, corporations and individual donors. Without the support of people across Canada and the United States for our publications on policy issues from aboriginal affairs to democratic institutions; support for our events featuring thought and opinion leaders; and support for our other activities, the Institute would not be able to continue making a difference for Canadians. For information on supporting the work of the Macdonald-Laurier Institute by making a charitable donation, please visit our website at www.macdonaldlaurier.ca/supportMLI

The notion that a new think-tank in Ottawa is unnecessary because it would duplicate existing institutions is completely mistaken. The truth is there is a deep dearth of independent think-tanks in our nation's capital.

Allan Gotlieb, former Deputy Minister of External Affairs and Ambassador to Washington

To surmount the enormous challenges of getting Canada's place in the world right and taking advantage of changing opportunities, we need more ideas, input, discussion and debate in Ottawa-- that is where the crucial decisions about our future are made. That's why MLI is so vital to Canada today.

Hon. James S. Peterson, former Minister of International Trade and Member of Parliament for 23 years

MLI has been registered by the IRS and CRA as a charitable organisation for educational purposes.

WHAT PEOPLE ARE SAYING ABOUT *The Canadian Century*, THE MACDONALD-LAURIER INSTITUTE'S FIRST BOOK

It is not often that Canadians talk about moving out of America's shadow—for far too long we have simply assumed that being in that shadow was the natural order of things. Crowley, Clemens and Veldhuis remind us that Sir Wilfrid Laurier thought that all things were possible for us, and they show, with an impressive array of facts to support their argument, that Laurier's plan for Canada can still carry us through to that Canadian century we have all been eagerly awaiting for over a hundred years.

-Allan Gotlieb, from the foreword



"As the U.S. and other nations struggle to defuse some potentially disastrous fiscal time bombs, The Canadian Century makes a compelling argument that the world should be looking to Canada for lessons on how to get reform right." - Robert Kelly, Chairman and CEO, BNY Mellon

"The Canadian Century reminds us that the temptation for governments to solve all our problems with higher spending always ends in grief—a lesson the U.S. will soon learn. It's a reminder that prosperity can be ours if we remember Wilfrid Laurier's legacy of liberty, lower taxes and smaller government." - Patrick Luciani, author, Economic Myths

"Crowley, Clemens and Veldhuis show that if we establish a real advantage visà-vis the U.S. on tax and other policies, that will increase both our attraction with emerging pow-

ers and our leverage with the US. The question the authors pose is whether we have the wherewithal to finish the job." - Derek Burney, former Canadian Ambassador in Washington

"The authors strike exactly the right balance with enough detail to keep the most ardent policy wonk captivated while writing in a breezy style that will engage non-economists. And as with a good novel, the authors leave us in suspense. I urge people to read this compelling tale and then, like me, anxiously wait for a sequel to see how the story ends." - Don Drummond, Senior Vice-President and Chief Economist, TD Bank Financial Group

"Entrepreneurship, hard work and self-reliance are deeply ingrained in our psyche. During the Redemptive Decade of the 1990s these virtues were resurrected. In tandem with

concerted actions by the different levels of government, we put right the debt and despair created by a couple of dark decades when we wobbled towards what the Wall Street Journal described as Third-World Status. Limited government, light taxes and fiscal discipline, argue the authors, are the ingredients that bring gold in the Olympiad of nations." - Colin Robertson, first Head of the Advocacy Secretariat at Canada's Washington Embassy

"This timely and provocative book will remind Canadians that the smart fiscal and trade policies pursued by governments of all stripes in the past two decades has made Canada a star at the beginning of this century. But history should not repeat itself. What we have achieved recently is what Wilfrid Laurier understood to be the right path forward for the last century. Instead, wars and economic

depression led to inefficient government spending, high taxes and deficits, and protectionism. Canada should avoid this poisonous policy recipe in the coming years to fulfil Laurier's dream of a truly great nation of the North, which we should rightly be." - Jack Mintz, Palmer Chair in Public Policy, University of Calgary

"This wonderful book is an urgent wake-up call for Canada's current leaders—of all political stripes—and raises crucial economic issues that should be top-of-mind in coming federal elections. Now is the time to reaffirm the power of Laurier's vision, to make some courageous policy decisions, and to thereby ensure that the 21st Century belongs to Canada in the way Sir Wilfred intended a hundred years ago. Will Canada's political leaders pay attention?" - Christopher Ragan, Clifford Clark Visiting Economist, Finance Canada